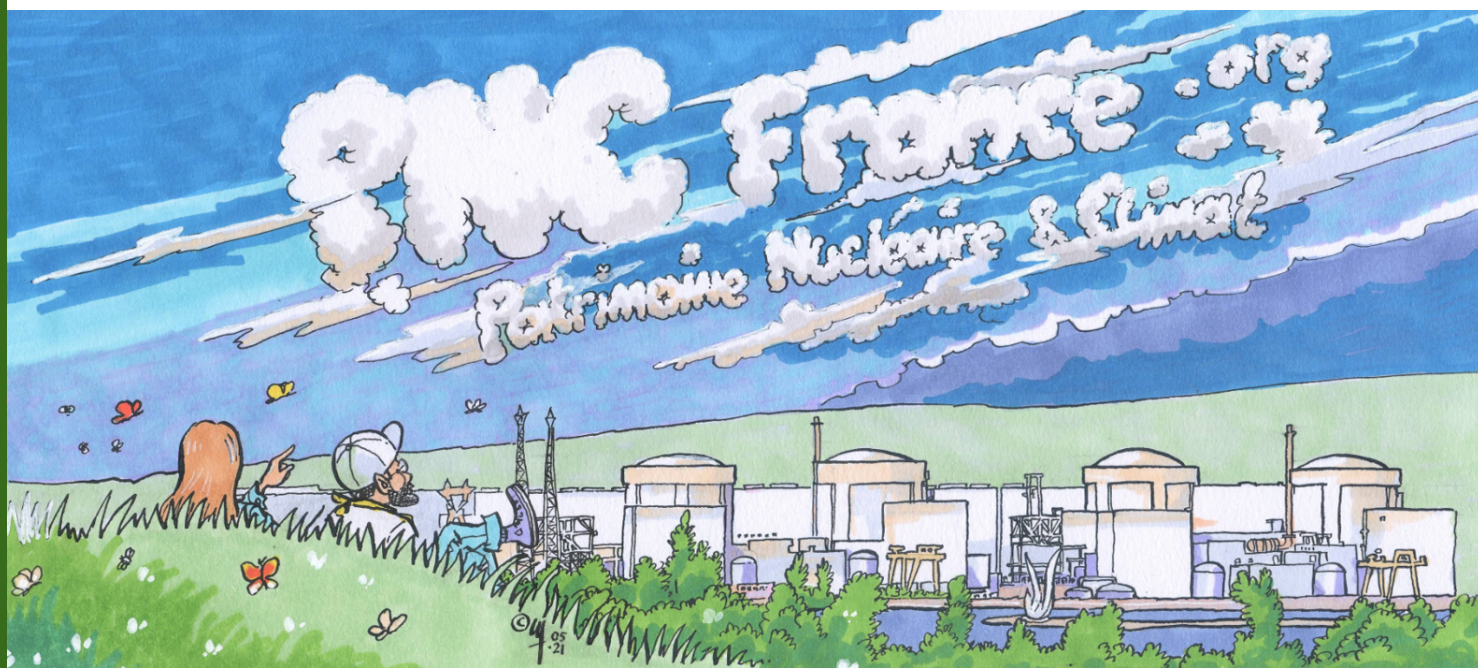


JUILLET 2021

L'INFOLETTRE DE PNC-FRANCE

L'ensemble de nos actions pour l'avenir climatique



L'illustration du mois, par Nicolas Waeckel

L'Edito de Bernard Accoyer -
Page 2

Fessenheim, un an déjà...
- Page 3

Le recap de nos actions,
par Michel Simon - Page 4

Faites-nous connaître 

Un petit dépliant facile à imprimer est
disponible sur le site de l'association à
l'adresse suivante :

[Présentation PowerPoint \(pnc-france.org\)](https://pnc-france.org)

N'hésitez pas à en faire usage !
Si vous souhaitiez en recevoir un grand
nombre, faites-le nous savoir.



Ils parlent de nous dans les médias :

https://pncfrance.org/pnc_dans-les-medias/



L'Edito de
Bernard Accoyer,

“

*Les mots ne
suffisent plus,
ce sont des
décisions qu'il
faut prendre !*

Au Creusot en 2020, puis récemment en Polynésie, le Président de la République s'est exprimé positivement sur le nucléaire. Pourtant, aucune décision n'a été prise pour préserver la filière nucléaire nationale depuis le début du quinquennat.

Qu'il s'agisse des objectifs de la SNBC, de la LTECV ou de la PPE, prévoyant la fermeture de 14 réacteurs d'ici 2035, de l'impardonnable arrêt en 2020 des deux réacteurs de Fessenheim (tout en gardant des centrales à charbon opérationnelles), de la funeste décision d'arrêter en 2019 le projet Astrid et des reports incessants de décisions concernant l'engagement du chantier du nouveau nucléaire, quelle est la cohérence avec les discours lénifiants prononcés par ailleurs ?

Tous ces textes législatifs, réglementaires, toutes ces décisions et non-décisions du Président de la République ont porté des coups sévères à la filière, menaçant son avenir et avec lui la disponibilité d'une production d'électricité sûre, décarbonée et à un prix accessible.

Chaque jour qui passe compromet davantage l'avenir, d'autant plus que la position française en Europe, par exemple sur le sujet capital de la taxonomie relative au développement durable, est fermement combattue par les pays anti-nucléaires et des lobbys industriels.

Il est temps que la France parle d'une seule voix en Europe. Pour la sauvegarde du climat et de la filière nucléaire, garante de notre indépendance énergétique, il est désormais urgent que les mots soient traduits en décisions effectives.

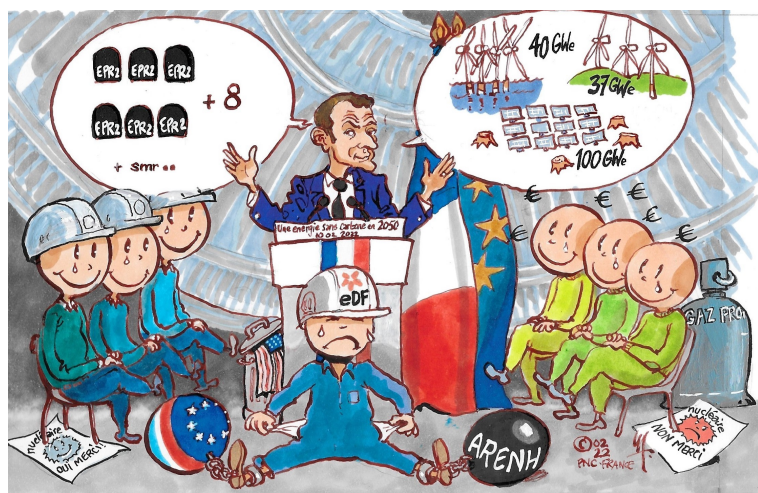
Il est désormais urgent de réviser en profondeur la PPE, et de s'interdire d'arrêter prématurément des réacteurs jugés aptes à fonctionner par l'ASN,

Il est désormais urgent que soient lancés six EPR-2 pour limiter les conséquences des errements qui ont prévalu jusque-là en matière d'énergie et de climat.

Il est désormais urgent de relancer la R&D sur le nucléaire du futur, notamment le programme ASTRID comme le recommande l'OPECST.

Il est désormais urgent d'engager la réalisation du projet CIGEO, solution la plus pertinente techniquement et au plan éthique pour la gestion des déchets à long terme.

Les mots ne suffisent plus, ce sont des décisions qu'il faut prendre !



Lors de sa visite sur le site Framatome du Creusot, Emmanuel Macron a annoncé un futur porte-avion à propulsion nucléaire (illustration Nicolas WAECKEL)

Fessenheim, un an déjà...

Résumé de la conférence de presse du 3 juillet au Bugey

Le 3 juillet dernier, pour célébrer le triste anniversaire de la fermeture de la centrale de Fessenheim, PNC-France a réuni de nombreuses personnalités dans la commune de Saint-Vulbas (l'une des communes qui abritent la centrale du Bugey).

Autour de Bernard Accoyer, du Maire de Fessenheim Claude Brender et du Maire de Saint-Vulbas Marcel Jacquin, sont intervenues de nombreuses personnalités politiques. On a pu noter la présence du député de la circonscription Charles de la Verpillière et de la députée Olga Givernet. Les députés Damien Abad et Raphaël Schellenberger, le député européen Christophe Grudler, Philippe Herzog ainsi que des responsables syndicaux nationaux intervenus en vidéo, des maires et des responsables intercommunaux prenaient la parole.

Après avoir répondu aux questions posées par la salle et remercié les intervenants pour leurs précieuses contributions, Bernard Accoyer clôture les débats en affirmant que « Les Français ne veulent plus que l'idéologie gouverne la stratégie industrielle » et que, pour le bon fonctionnement de notre démocratie, « il est nécessaire sortir des affrontements stériles et d'instaurer en France un débat plus serein sur la transition énergétique ».

Il aborde ensuite la question du coût financier de la politique énergétique du gouvernement et suggère avec humour que les 10 milliards d'Euros qu'auront coûté la fermeture de la centrale de Fessenheim figurent dans les comptes de campagne du Président s'il est candidat...

A la suite de cette boutade, il montre que la politique énergétique de l'Allemagne, souvent citée en exemple par les écologistes n'est pas la voie à suivre, alors que celle ouverte il y a 40 ans par la France lui permet de disposer d'une électricité décarbonée à bas coût tout en protégeant son indépendance énergétique.

A ce propos, il stigmatise le rôle des lobbys qui agissent au niveau européen pour priver notre pays de ses atouts.

Il conclut son exposé en demandant aux élus présents d'aider PNC-France à faire remonter le bon sens auprès de la présidence de la République, ce qui implique que, d'extrême urgence, soit obtenue une révision de la LTECV et de la PPE qui prévoit l'arrêt de 14 réacteurs.

Pour retrouver en vidéo l'intégralité de l'évènement :

<https://pnc-france.org/conference-de-presse-pnc-france-1-an-de-fermeture-de-fessenheim-quel-bilan/>

“

« Les Français ne veulent plus que l'idéologie gouverne la stratégie industrielle ! »



Aux côtés de Bernard Accoyer, du Maire de Fessenheim Claude Brender et du Maire de Saint-Vulbas Marcel Jacquin sont intervenues de nombreuses personnalités politiques afin de soutenir l'évènement. © PNC-France

PNC-France en action,

par Michel Simon

L'actualité des derniers mois a été riche, et PNC-France a fait valoir son point de vue sur la défense du Patrimoine nucléaire et du Climat de multiples façons, dans la presse, au cours d'émissions télévisées (Louis Gallois le 4/6), de débats publics (Le 19/6 dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne avec V. Masson-Delmotte pour la Grande Tribune), le 15 avril avec Edvige Chevrillon lors du débat sur la transition écologique organisé par le MEDEF, et par de nombreux courriers adressés aux instances françaises et européennes, notamment :

- à M. le Président de la République lui demandant une action énergétique auprès de la Commission européenne pour obtenir l'inclusion du nucléaire dans la Taxonomie,
- à Mme U. von der Leyen, Présidente de la Commission européenne, pour insister sur le caractère indispensable du nucléaire pour espérer atteindre les objectifs climatiques fixés au niveau européen, et par conséquent résister aux pressions des états et lobbys industriels antinucléaires refusant son inclusion dans la taxonomie,
- à M. le Président de la République pour exposer le bilan économique, social et environnemental de l'arrêt de Fessenheim et demander à nouveau une révision urgente de la PPE. des courriers similaires ont été adressés à l'ensemble des parlementaires français et aux élus français du Parlement européen,
- à M. Piechaczyk, Président de RTE, pour souligner les risques de délestages ou de blackout, vu le manque de moyens de production pilotables et les hypothèses discutables retenues par ses services,

- à M. Carenco, Président de la CRE, pour soulever plusieurs questions sur la tarification de l'éolien. Sans réponse à ce jour,
- à M. le Premier Ministre Jean Castex, concernant l'application de la Convention ESPOO qui oblige la Belgique à procéder à une étude d'impact incluant les pays transfrontaliers, en lien avec le projet de fermeture des centrales nucléaires et de construction de centrales à gaz,
- à Mme Pompili, Ministre de la transition écologique, pour attirer son attention sur l'urgence des décisions à prendre en faveur du climat au vu des phénomènes météorologiques cataclysmiques qui ont frappé de nombreux pays,
- à M. Bazot, Président de UFC- Que Choisir, suite à un article abusivement orienté publié dans la revue de son organisation. Ce courrier était accompagné d'une étude spécifique du Pr Percebois pour rectifier certaines conclusions.

Il est difficile d'évaluer l'efficacité et le résultat de ces actions, mais il est certain que nous devons continuer et redoubler d'initiatives pour la défense du climat.



Bernard Accoyer entrain d'échanger avec les étudiants et lycéens présents, lors de la Grande Tribune © PNC-France



Débats publics avec Valérie Masson-Delmotte et Anne-Laure de Chamard (CEO ENGIE Energy Solutions International), le 19 juin, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne à l'occasion de la Grande Tribune © PNC-France